Après les 22 Commissaires au redressement productif, voici venu le temps des sous-préfets de la relance !

Sauf à prendre les citoyen-es pour des ignares, une fois encore, en quoi de jeunes hauts fonctionnaires, fraîchement moulus des grandes écoles, seraient la réponse, là où des représentants de l'État en région, dans les départements et les arrondissements des territoires sont déjà à l'œuvre pour déstructurer l'organisation de la Fonction Publique ?

L'objectif constant de Macron demeure, outre les manifestations témoignant de la fronde, de dérouler sa pensée à l'encontre de la dépense « d'un pognon de dingue », en mettant en œuvre « l'action publique 2022 » lancée dès le début de son mandat et visant à supprimer 120 000 agent-es et privatiser leurs missions de services publics.

Cette vision ultra-libérale créée des situations de traitement différencié sur l'ensemble du territoire que nous nommons « rupture d'égalité de traitement » et qui creuse davantage le fossé entre les classes supérieures et les autres. Les résultantes de ce schéma sont des soins, une éducation, une justice à 2 vitesses.

Les autres missions régaliennes dont la sécurité, la fiscalité, l'environnement sont des domaines qui ne peuvent être également à géométries variables et pourtant. En ce qui concerne le développement économique, il convient de rappeler la décision unilatérale et brutale, en juillet 2018, de supprimer la grande majorité des 430 agent-es des pôles 3E (Entreprises, Emploi et Economie) des Directions Régionales des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, regroupant en 2010 en une administration régionale unique huit directions ou services de l'État issus du Ministère chargé de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, et du Ministère du Travail, de la Solidarité et de la Fonction Publique.

Pour rappel, la création des DIRECCTE, sous l'ère Sarkozienne, avait pour vocation première de générer des synergies autour du développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle sur le territoire régional. Ce sont au sein des 22 directions régionales qu'un commissaire au redressement productif fût nommé, en 2012, sous le régime Hollandais. Leur mission, « *intervenir comme interlocuteur unique auprès des entreprises en difficulté afin d'aider à la résolution de leurs difficultés et animer une cellule régionale de veille et d'alerte précoce afin d'intervenir en amont et d'aider à une solution viable* ».

A l'image des États-Unis et autres pays capitalistes, la French Tech de Macron crée des « agences » à qui sont données les missions de l'État. Voilà comment l'ancienne ministre du Travail – Muriel Pénicaud – avant d'être aux affaires publiques, a converti les missions publiques au sein de Bpifrance. Cet organisme de financement et de développement des entreprises regroupe des strutures financières telle-que Oséo, CDC Entreprises, le FSI et FSI Régions. Elles réalisent à leur manière le soutien d'autres PME/PMI et Start Up en appui des politiques publiques de l'État et des régions, pour octroyer des aides, des prêts et autres commissions (CICE, CIR, …).

Jusqu'en 2018, ces missions étaient réalisées par les collègues du Pôle 3 E des DIRECCTE et sous l'égide du Préfet afin de veiller à une égalité et homogénéité des aides et conseils, contrairement à ce qui est maintenant mis en place par le dénommé ministre de l'économie, des finances et de la relance – B. Lemaire.

Selon les déclarations d'Amélie de Montchalin, nouvelle Ministre de la transformation et de la Fonction Publique : *ces Sous-Préfets de la transformation et de la relance seront chargés de simplifier la mise en œuvre du plan de relance de 100 Milliards d'euros, qui doit être présenté jeudi 3 septembre par le 1er Ministre.* Il faudra semble-t-il attendre le « *début 2021* » pour que les apprentis technocrates soient affectés « *un peu partout* » et procèdent à la fluidification du ruissellement de nos deniers au bénéfice des entreprises.

Faire et défaire, c'est toujours travailler… tant que l'on supprime des emplois et des missions publiques de proximités et que l'on « réinvente » la technocratie !

Pour la Macronnie, l'aide aux personnes en difficultés, c'est de l'assistanat. Pour les premiers de cordée, c'est de l'intelligence économique !!

L'endettement est collectif, à la faveur de quelques-uns, le remboursement sera individuel, pour le plus grand nombre des Français-es !!!